L'Argentine à l'heure des prétoriens

Manuel Tuñón De Lara

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/bhce/1031>

DOI : 10.4000/bhce.1031

ISSN : 1968-3723

Éditeur

Presses Universitaires de Provence

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2017

Pagination : 273-277

ISSN : 0987-4135

Référence électronique

Manuel Tuñón De Lara, « L'Argentine à l'heure des prétoriens », *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne* [En ligne], 52 | 2017, mis en ligne le 09 octobre 2018, consulté le 14 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/bhce/1031>

Ce document a été généré automatiquement le 14 septembre 2020.

Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne

L'Argentine à l'heure des prétoriens

Manuel Tuñón De Lara

RÉFÉRENCE

Manuel Tuñón De Lara, « L'Argentine à l'heure des prétoriens », revue *Esprit*, n° 309, septembre 1962, p. 303-311.

- 1 La dernière crise argentine a commencé quand, cédant encore une fois, aux pressions des chefs de l'armée, M. Arturo Frondizi a déclaré nuls les résultats électoraux qui avaient donné la victoire à des candidats de tendance péroniste.
- 2 Ses plus fidèles ministres s'étant refusés à cautionner cette politique et ayant démissionné, M. Frondizi essaya le remède classique : gouvernement « d'union nationale ». Mais les partis ne voulaient pas s'engager dans une politique en même temps anticonstitutionnelle et antipopulaire.
- 3 M. Frondizi, qui pendant quatre ans s'était isolé systématiquement et volontairement de la masse populaire qui l'avait porté à la présidence, se trouva plus seul que jamais. Il essaya pourtant une résistance aussi vaine que dépourvue de sens. Las de cette situation, les militaires exigèrent le départ de M. Frondizi, et quand celui-ci s'obstina dans son refus, ils lui firent comprendre qu'ils étaient les maîtres de la situation. À l'aube du 29 mars, des officiers arrivèrent à la résidence de M. Frondizi, dans la banlieue d'Olivos. Très pâle, après avoir écrit une lettre qu'il croyait historique, M. Frondizi fut conduit à la prison militaire de Martín García, dans une petite île au milieu du Río de la Plata. C'est ainsi que les militaires récompensaient l'homme qui, en moins de quatre ans, avait cédé à trente-sept ultimatums de leur part, l'homme qui avait renié son passé politique, son programme électoral, pour devenir le jouet des armées de terre, de l'air et de mer. En quelques heures, les militaires trouvaient quelqu'un pour continuer à gouverner par personne interposée : il s'agissait de M. Guido, président du Sénat, qui assumait la tâche de « sauvegarder la continuité constitutionnelle », tandis que des hauts fonctionnaires démissionnaient les uns après les autres, que les syndicats s'agitaient et que le malaise semblait gagner l'ensemble du pays.

- 4 Le spectacle offert par le gouvernement argentin, depuis que M. Guido s'était chargé de la présidence, n'était pas très édifiant : les ministres qui venaient d'être nommés démissionnaient en chaîne devant les exigences croissantes des militaires ; ainsi, M. Pinedo, ministre de l'économie, M. Martínez, ministre de l'Intérieur, M. Urien, ministre de l'Agriculture... La situation devenait de plus en plus confuse du fait que les militaires étaient divisés : les « durs », commandés par le général Poggi, voulaient gouverner directement, groupés dans une junte militaire, et les « mous », indirectement, à travers un gouvernement de civils conservateurs liés à l'oligarchie. Tous tombaient d'accord sur la nécessité de mettre hors la loi les justicialistes (péronistes) et les communistes, d'annuler les élections, d'épurer les syndicats...
- 5 Ces militaires, qui n'ont jamais défendu le territoire national, ont pris l'habitude de disposer leurs bataillons aux points stratégiques de la capitale pour trancher les crises politiques. Cette fois-ci, au bout de trois jours, les troupes regagnaient leurs casernes, après avoir liquidé le pouvoir civil. D'abord, à la suite d'un ultimatum de l'amiral Clément, au nom de la marine, M. Guido annulait les élections municipales et provinciales. et décrétait l'épuration de tous ces organismes locaux. Restait le Parlement : celui-ci tint une séance, en présence de 33 députés justicialistes (sur 43 élus le 18 mars). La majorité, docile aux injonctions du gouvernement et des militaires, sabota la séance, cependant que des députés justicialistes et une partie des radicaux intransigeants (Frondizi) la poursuivaient et désignaient comme président M. Galeano, radical intransigeant. Ils décidèrent de tenir une nouvelle séance le 22 mai. Mais le lendemain, 26 avril, M. Guido, se pliant aux nouvelles exigences de l'amiral Clément, décréta l'annulation des élections législatives. En fait, cette annulation est une atteinte flagrante aux lois constitutionnelles, car elle ne pouvait être décidée que par la Chambre des députés.
- 6 M. Guido ne s'arrêta pas là : par un autre décret, il annonça que les prochaines élections pour la présidence et la vice-présidence de la République auraient lieu le 27 octobre 1963, passant ainsi outre à la loi qui exigeait que les élections aient lieu au plus tard le 31 juillet 1962. En outre, le Parlement, amputé des 43 députés justicialistes, n'aura plus jamais le « quorum » nécessaire pour voter des lois ; le président Guido gouvernera désormais par décret. On peut se douter qu'il le fera avec cet esprit d'indépendance à l'égard des militaires, dont il a donné tant de preuves depuis un mois.
- 7 Ajoutons que, pour appuyer cette opération, les chars d'assaut et l'infanterie de marine occupèrent à nouveau les lieux stratégiques de Buenos Aires et de sa banlieue, tandis que les vaisseaux de guerre se concentraient dans l'estuaire de La Plata et que plus de 600 personnes qualifiées de « péronistes » et de « communistes » étaient arrêtées. Les agences de presse ont diffusé la nouvelle, jamais démentie, de l'arrestation à son domicile de Miguel Ángel Asturias, l'un des plus grands romanciers vivants de l'Amérique, ancien ambassadeur du Guatemala pendant les gouvernements de MM. Arévalo et Arbenz¹.
- 8 Après avoir signé les décrets de coup d'état, M. Guido déclara à la télévision que le peuple argentin pouvait maintenant « vaquer tranquillement à ses occupations ». C'est un langage banal dans la bouche de tous les dictateurs, mais plus étrange chez un politicien, car il ajouta : « Je répudie le communisme et l'extrémisme de droite » et : « la démocratie a gagné du terrain ». Cette bizarre et dangereuse idée de la démocratie fut développée par M. López Serrot, député du parti de Frondizi, qui déclara aux journalistes : « Pour se défendre du totalitarisme, les démocraties doivent employer les

moyens des régimes totalitaires ». C'est sans doute pour défendre la démocratie que le gouvernement va promulguer une nouvelle loi électorale, un statut des partis (beaucoup plus dur que celui du temps de Perón) et modifier la loi sur les associations professionnelles².

- 9 Pour comprendre cette faillite de la démocratie argentine, il faut savoir à quel point elle était déjà détériorée. En 1958, M. Frondizi avait été élu président grâce aux voix unies de toute la gauche et des justicialistes (péronistes). Il avait promis la réforme agraire, la nationalisation des pétroles, le redressement de la situation économique, le non-alignement en politique étrangère, des garanties pour l'exercice d'une vraie démocratie permettant, bien entendu, l'existence légale de tous les partis. Mais M. Frondizi se heurta vite aux chefs de l'Armée, prêts à défendre par tous les moyens l'immobilisme conservateur. L'Armée et l'oligarchie avaient contribué activement au renversement de Perón, en 1955, non par opposition à ses méthodes dictatoriales, mais parce que le régime péroniste, s'appuyant sur une base populaire, était obligé de grignoter leurs privilèges.
- 10 M. Frondizi pouvait-il tenir tête aux militaires ? Oui, s'il s'était engagé décidément dans une politique audacieuse, cherchant l'appui de la majorité de la population qui lui avait accordé ses voix. Il n'en fut pas ainsi. Il renonça à la réforme agraire, céda les gisements de pétrole aux compagnies américaines (c'était justement le « crime » dont était accusé Perón les derniers mois de son gouvernement), se heurta aux revendications posées par les syndicats à majorité justicialiste. Et pour résoudre les difficultés économiques, il se jeta dans les bras du Fonds monétaire international, avec tous les renoncements que cela comportait : blocage des salaires, dénationalisation d'entreprises nationalisées, congédiement de fonctionnaires (sauf de militaires), suspension des crédits aux entreprises argentines (mais non aux entreprises américaines ou mixtes), acceptation sans discrimination des investissements étrangers. Le coût de la vie monta en flèche et les grèves se multiplièrent ; l'opposition ouvrière devint violente et le président, cédant comme toujours aux militaires, déclara illégaux les justicialistes et les communistes. En 1961, les prix montèrent de 50 % et les salaires de 10 % ; la balance du commerce extérieur était de plus en plus défavorable, 77 % des exportations étant formées par la viande, la laine et les cuirs (le décalage entre les prix de ces produits et ceux des produits industriels sur le marché international a plus que doublé depuis vingt ans). La « liberté » du commerce extérieur ruinait de plus en plus la monnaie nationale et servait les intérêts de l'oligarchie ; en 1959, on avait importé pour 28 millions de dollars d'automobiles et pour 6 millions de machines agricoles. Et pourtant, 670 millions de dollars d'investissements étrangers furent consacrés à la création de 22 usines d'automobiles tandis qu'on n'osait pas entreprendre la plus légère réforme de la structure industrielle.
- 11 La révolution cubaine devait être une nouvelle source de soucis pour le président Frondizi ; il était partisan de la non-intervention dans les affaires d'un autre pays, mais là non plus, il n'était pas le maître de ses décisions. En 1961, après avoir reçu le dirigeant cubain « Che » Guevara, il dut congédier son ministre des affaires étrangères frappé du veto des militaires. En janvier 1962, la délégation argentine défendit à Punta del Este, l'attitude de non-intervention prônée par le Brésil, le Mexique et le Chili. Les militaires se fâchèrent à nouveau ; M. Frondizi se renia une fois de plus et rompit les relations diplomatiques avec Cuba, tout en prononçant un discours pseudo- gauchiste pour se dédouaner.

- 12 En politique intérieure, le prestige de la révolution cubaine était d'autant plus grand que M. Frondizi proclamait l'austérité aux ouvriers et appliquait l'orthodoxie financière du FMI. Ce n'était pas seulement les communistes et les socialistes qui profitaient de la popularité des « barbus », mais surtout les justicialistes, maîtres des syndicats, nourris d'une idéologie confuse, fortement teintée de « populisme » et de plus en plus antiaméricaine.
- 13 Les élections de 1960 à la Chambre des députés, celles de 1961 au Sénat avaient marqué la régression de la popularité du président Frondizi et de son parti, les radicaux « intransigeants » : en 1960, les radicaux de M. Frondizi obtenaient 21 % des voix, les radicaux populaires (plus modérés, en fait un parti de centre droit) 24 %, les socialistes 19 % (partagés par moitiés entre socialistes de gauche et modérés), les démocrates-chrétiens 5,5 %, les communistes 5 %³, les voix en blanc –celles des péronistes– atteignaient 23 %. En 1961, les « intransigeants » obtenaient 17 % des voix, les radicaux du peuple 21 %, les socialistes de gauche 21 %, les socialistes démocratiques 4 %, les démocrates-chrétiens 6 %, les voix péronistes en blanc 17 %. De nombreux justicialistes avaient voté socialiste, ainsi que les communistes, désormais interdits.
- 14 Ces chiffres montrent qu'il n'y avait pas de majorité pour le gouvernement, ni pour la droite, tandis que toute coalition entre les justicialistes et la gauche avait de sérieuses chances d'obtenir la majorité. Or le 18 mars 1962, les élections pour renouveler la moitié de la Chambre des députés et désigner quatorze postes de gouverneurs de province, devaient consacrer la victoire de l'« Union populaire » (justicialiste), qui bénéficiait des voix socialistes et communistes ; elle a emporté 33 % des voix (davantage à Buenos-Aires qui a 5,9 millions d'habitants sur un total de 20,5 en Argentine), 43 sièges de députés et huit postes de gouverneurs, dont celui de la province de Buenos Aires. Comment peut s'expliquer cette victoire ? D'abord par la perte de popularité du gouvernement Frondizi, considéré, malgré ses déclarations de bonne volonté, comme un instrument des chefs militaires et de l'oligarchie. Le parti radical « intransigeant » était sapé dans son moral au point qu'une bonne partie de ses membres ont avalisé le dernier coup militaire, tandis que d'autres avaient déjà quitté le parti. Quant aux radicaux populaires, forts de l'appui des régions rurales et d'une partie de la droite classique, ils avaient atteint le maximum de leurs possibilités. La stagnation relative des partis se réclamant du marxisme est le signe certain de leurs faiblesses, aussi bien sur le plan des idées que sur le plan de l'organisation. Leur incapacité à diriger le mouvement ouvrier après la chute de Perón donne beaucoup à réfléchir.
- 15 Toutefois, le fait essentiel était et reste la vitalité du « justicialisme » et, probablement, son changement de caractère depuis 1955, qui a rendu possibles les contacts des justicialistes, avec les groupes marxistes, et, dans une certaine mesure, les démocrates-chrétiens.
- 16 Le péronisme fut toujours un mouvement de masse, appuyé sur une solide structure syndicale. Perón lui-même n'était qu'un jeune colonel audacieux qui s'était épris du système mussolinien quand il était l'attaché militaire argentin à Rome. Mais le vrai péronisme ne commence pas avec le soulèvement des colonels (dont Juan Perón) en 1943, mais le 12 octobre 1945, quand les ouvriers en grève de Buenos Aires occupent la ville, font reculer les militaires, libèrent Perón et le portent au pouvoir, enflammés par les harangues d'une speakerine de Radio Belgrano, Evita Duarte, qui quatre jours plus tard deviendra Madame Perón.

- 17 Porté au pouvoir dans ces conditions, Perón ratifia les mesures qu'il avait promulguées un an plus tôt lors de son passage par le secrétariat d'état au Travail (contrats collectifs, treizième mois de salaire, réduction de l'horaire légal de travail, etc.). Les réserves d'or et de devises lui permirent une politique d'expansion économique pendant quelques années. Eva Perón créa l'institution de bienfaisance portant son nom et réalisa une politique qui devint vite populaire. Mais, à partir de 1952, l'effort économique s'essouffla. Survinrent ensuite la mort d'Evita, le voyage en Argentine de Milton D. Eisenhower, l'octroi de facilités aux entreprises étrangères, le conflit entre Perón et la hiérarchie catholique.
- 18 Le 16 septembre 1955, les militaires réussirent le coup manqué dix ans plus tôt, tout simplement parce que les dirigeants syndicaux prêchèrent la non-résistance et que de petits groupes socialistes, communistes et démocrates-chrétiens donnaient un certain air populaire au renversement de Perón. Une foule de gens bien habillés, déferlait à travers les rues en vociférant, arrachant les portraits du dictateur déchu, tandis que les canons et les tanks rasaient le siège de l'« Alliance nationaliste » où quelques centaines des derniers fidèles de Perón avaient essayé de résister. À Avellaneda, la banlieue ouvrière, les gens fermaient portes et fenêtres et gardaient chez eux les portraits de Perón et Evita : ils restèrent épinglés aux murs.
- 19 On a dit, et non sans raison, que le péronisme facilita les gros profits d'une certaine bourgeoisie industrielle et surtout qu'il n'osa pas ébranler le pouvoir de l'oligarchie ; il recula devant la réforme agraire. Le péronisme n'était pas une révolution, car il ne changea ni les structures, ni le régime de la propriété. Perón au pouvoir, ce n'était pas une idéologie, mais le pragmatisme, le « au jour au jour ». Dans ces conditions, il est évident que l'oligarchie put continuer les grosses affaires et qu'une certaine bourgeoisie profita de la situation. Quant aux procédés de la police péroniste, on n'a pas besoin de rappeler qu'ils étaient arbitraires et sauvages. Mais, sous le régime de Perón, des revendications ouvrières ont abouti et, ce qui n'est pas moins important, les ouvriers ont trouvé la dignité : ils étaient honorés en tant que travailleurs, ils étaient même flattés (assez démagogiquement) par les pouvoirs publics. Tout cela, projeté dans une vision rétrospective où s'estompent les souvenirs désagréables, a fait du justicialisme une mystique populaire (je dirais mieux : « populiste »), un courant sentimental et nostalgique. Les gouvernements de droite de Leonardi et d'Aramburu, la volte-face de Frondizi, l'arrogance des militaires et la baisse du niveau de vie ont fait le reste : le justicialisme reste un mouvement puissant, organisé, encadré, solidement installé dans les syndicats. Le justicialisme n'avait pas d'idéologie ; on ne peut pas dire qu'il en ait une aujourd'hui, mais sans doute la cherche-t-il. Il y a trois ans, il a frôlé le terrorisme ; l'emploi de « l'action directe », uni au rêve d'une organisation sociale rédemptrice et égalitaire mal définie, indique certaines analogies frappantes entre le justicialisme et les mouvements anarcho-syndicalistes du monde hispanique. C'est justement en Argentine que l'anarchisme latino-américain eut son apogée, il y a une cinquantaine d'années. Cependant, le justicialisme ajoute un trait nouveau : le nationalisme, qui est commun à la plupart des mouvements de la gauche du Tiers Monde, s'exprime en Amérique latine sous la forme « anti yankee ». Le justicialisme, dans l'opposition, la semi-clandestinité, dans le travail « camouflé » des syndicats, perd naturellement ses attaches avec les personnages des classes aisées qui fréquentaient les bureaux ministériels quand Juan Perón régnait sur l'Argentine. Le justicialisme se radicalise, se lie avec les mouvements et partis de la gauche, auxquels il ressemble de

plus en plus. Sans doute le justicialisme n'est-il pas cohérent : il y a des dirigeants qui attendent seulement ce que Perón dira dans son exil doré de Madrid ; d'autres, plus rompus à la politique « bourgeoise » songent à de futures combinaisons politiques (ce sont ces derniers qui viennent de prendre contact avec la démocratie chrétienne en vue d'organiser un front commun) ; d'autres enfin sont d'authentiques cadres ouvriers qui ne seraient pas insensibles à la tentation « castriste ».

- 20 La faiblesse de la gauche ouvrière, le discrédit de la gauche « radicale » et l'existence de points de vue différents, voire opposés, au sein du justicialisme suffisent à expliquer la facilité avec laquelle M. Frondizi a succombé au coup de force. Qui donc allait se battre pour lui ? Les ouvriers, les syndicalistes ne voyaient en lui qu'un ennemi ; les démocrates ne pouvaient pas lui pardonner ses successives capitulations. On a beaucoup parlé, à propos de l'Amérique latine, du dilemme, parfois tragique, entre la liberté et la justice sociale. M. Frondizi s'est trouvé seul dans la résidence d'Olivos, à l'aube blafarde du 29 mars, parce qu'il n'avait défendu ni l'une ni l'autre.
- 21 Certes, les experts latino-américains de Washington avaient cru possible de jouer la carte Frondizi, dans le cadre du programme de « l'Alliance pour le progrès » : un gouvernement qui maintiendrait l'orthodoxie économique de la libre entreprise, accorderait des facilités aux capitaux étrangers, et relèverait en même temps le niveau de vie de la population, le tout sans porter atteinte aux règles de la démocratie libérale. Et l'on venait de lui accorder 150 millions de dollars. Il est permis de supposer que l'économie argentine, faute d'une réforme des structures, aurait englouti ces 150 millions sans améliorer les conditions de vie des gens simples, comme elle avait englouti d'autres emprunts pendant les années précédentes. Mais la question est devenue plus brutale : les états-Unis continueront-ils d'accorder leur assistance économique au gouvernement issu du coup de force ? En fait, l'actuel ministre de l'économie, M. Alsogaray, avait déjà occupé ce poste dans le gouvernement Frondizi ; il est chargé de prôner l'austérité et la politique du FMI.
- 22 La situation est des plus incertaines. Les justicialistes font preuve de sagesse ; ils n'ont pas provoqué la grève générale, ils se taisent. Il semble pourtant que leurs dirigeants nouent des rapports avec les différents groupements de la gauche et du centre gauche (peut-être avec Frondizi lui-même, qui a adressé une lettre à Perón) en vue de former un front commun. Pour la première fois (et, avec eux, les autres forces de l'opposition) ils peuvent faire jouer en leur faveur le mot d'ordre de défense de la légalité et de la démocratie ; ce mot d'ordre qui n'a plus de valeur dans la bouche des hommes du gouvernement et encore moins dans celle des prétoriens, dont le rôle de défense des privilégiés devient simplement odieux.

NOTES

1. D'après les dernières informations de source privée, Miguel Ángel Asturias fut, en effet, arrêté, et relâché plus tard, mais l'écrivain et ancien ministre guatémaltèque, Manuel Galich, est

toujours en prison. La police perquisitionna aussi au domicile du grand poète espagnol Rafael Alberti.

2. Le gouvernement de M. Guido a en effet promulgué un décret d'après lequel l'activité des partis politiques reste virtuellement à la merci des autorités.

3. Le chiffre des communistes est celui des élections de 1958.